

Zola et les intellectuels dans la tourmente

Emmanuel Le Roy Ladurie

LE FIGARO LITTÉRAIRE - DOSSIER

08/01/1998

Ce siècle avait deux ans, l'année des inventaires. Quand des Français tentent de faire revivre en leur mémoire, plus ou moins défaillante, quelques-uns des événements de ce millésime « climatérique » 1902, ils pensent surtout, en effet, aux fameux « inventaires » en vertu desquels le gouvernement de gauche du petit père Combes fit fermer, violemment parfois, des écoles catholiques ou des couvents de bonnes sœurs. Or 1902, pour nous en tenir à cet « an »-là, eut aussi son importance, on l'oublie trop, s'agissant du drame « dreyfusien », alors en voie d'équitable solution, celle-ci faisant honneur, en fin de compte, à la justice française, après des années d'ignominie, reconnaissons-le. Certes, Jean-Denis Bredin, dans le beau livre qu'il a consacré à L'Affaire (Fayard), n'a pu donner à telle ou telle douzaine de mois toute la place qu'ils méritaient. Son ouvrage s'étale en effet sur treize ans dans le moyen terme (1894-1906) et sur bien davantage dans la longue durée car l'Affaire, comme l'édit de Nantes, n'a pas fini de faire parler d'elle... D'où l'intérêt des Carnets du capitaine Alfred Dreyfus, officier d'origine alsacienne et juive comme chacun sait. Ces Carnets récemment publiés jettent une lumière crue sur la trentaine de saisons mises en cause, de 1899 à 1908, en particulier sur la seconde année du XX^e siècle spécialement intéressante à notre point de vue, « littéraire » en l'occurrence : car 1902, c'est aussi l'année de la mort de Zola, le grand « dreyfusiste ». Mais patience ! L'hiver ainsi millésimé a déjà commencé pour le capitaine Dreyfus par une polémique avec son ami et défenseur, Clemenceau. Au gré de cet homme d'Etat qui deviendra en quelque sorte l'ultra de l'Affaire, celle-ci dépasse largement le cas de l'homme injustement condamné. Elle incarne, en fait, un combat plus général pour l'équité, alors que « l'officier juif », lui, pense avant tout et comment l'en blâmer à ce que justice particulière lui soit rendue, à lui personnellement ; sans que pour autant lui soit infligée l'épreuve supplémentaire d'un troisième conseil de guerre qui le blanchirait enfin totalement lui et sa cause... ou qui le renverrait au bagné ! Quitte à ce que surgisse de la sorte, du fait de ce bagné éventuel, une agitation démocratique qui profiterait, croyait Clemenceau, à la lutte pour la défense des libertés. Or du point de vue de Dreyfus, la lutte clémenciste pour la vérité à tout prix pouvait bien devenir, en cas d'échec, une politique du pire, fatale au destin personnel du principal intéressé.

En avril 1902 ont lieu les élections législatives. Elles sont marquées par un triomphe de la gauche anticléricale. Dreyfus, à titre privé bien sûr, prend nettement partie pour les vainqueurs et spécialement pour Jean Jaurès. Il se prononce in petto contre la droite nationaliste et contre le général Gallifet dont un texte, à la veille du scrutin, avait même jeté de l'huile sur le feu. Dreyfus eut volontiers repris à l'encontre de cet officier dont on prétendait qu'à la suite de graves blessures les chirurgiens lui avaient placé un ventre d'argent, il aurait volontiers repris, disais-je, le mot célèbre d'un parlementaire de l'époque : « Gallifet, ton ventre est d'argent mais ton silence est d'or. »

Vont s'ensuivre, en mai 1902, des polémiques au cours desquelles Dreyfus et Zola s'élèvent contre les insinuations infâmes et mensongères qu'aurait tenues à l'encontre du capitaine, un certain Le Roux, pendant une tournée aux USA. Ce personnage ayant démenti les propos qu'on lui attribuait, la dispute tourne court et retombe dans l'oubli.

Au printemps 1902, l'officier alsacien s'indigne contre une sentence de « justice » rendue à l'encontre de l'illustre dreyfusard Reinach, blanchi quant à ses actes, mais condamné quand même à cinq cents francs d'amende ! Le mémorialiste des Carnets s'informe également sur les démarches entreprises par le gouvernement français auprès des autorités allemandes afin d'obtenir

communication d'un soi-disant dossier Dreyfus conservé à Berlin. Démarche vouée à l'échec, bien entendu. Il va de soi et là gît aussi l'intérêt du document que Dreyfus n'est pas que politique : il parle avec émotion pendant l'été d'une exposition de peinture flamande qu'il a visitée à Bruges. Enfin le « morceau de bravoure » de ce même Mémorial est à chercher du côté des paragraphes concernant la mort de Zola en octobre 1902. Le capitaine se pose maintes questions : doit-il se rendre à l'enterrement de l'écrivain au risque de déclencher une manifestation hostile ? Mme Zola elle-même hésite. En fin de compte, c'est Anatole France qui emporte le morceau ; il contraint la veuve, qui ne demande pas mieux, à accepter la présence de l'illustre Alsacien lors des cérémonies d'inhumation.

Dreyfus note en particulier avec sympathie, au cours de ces obsèques, la grande scène très républicaine et qui fera école, de la présence du second ménage de l'écrivain, soit sa maîtresse et les enfants d'icelle, auprès du cercueil de leur amant et père décédé. Mme Zola, disent les Carnets, prendra sous son aile la progéniture de main gauche de son célèbre époux, en un geste que Dreyfus qualifiera d'admirable. En octobre 1902 encore, le capitaine perd son beau-père, de ce qu'on appelait à l'époque une névralgie de l'aorte ou une angine de poitrine, on dirait de nos jours un infarctus. Droiture et profonde honnêteté de ce vieil homme, note l'auteur des Carnets : la belle expression du visage et la rigueur morale d'Alfred apparaissent bien par ailleurs sur l'une des photos de lui que l'éditeur a jointe à l'ouvrage.

On regrette bien sûr que Dreyfus n'ait rien dit dans son Journal sur deux officiers français parmi lesquels le colonel de Saint-Rémy qui comme Alfred, quoique un peu plus tard, furent chassés de l'armée, voire emprisonnés en 1902, parce qu'ils avaient refusé d'expulser des nonnes, en Bretagne. Il est vrai que ces deux officiers étaient de droite : ils n'avaient donc que ce qu'ils méritaient. L'incident a quand même le mérite de nous rappeler que la discrimination n'est pas que d'un seul côté ; et que des officiers de toute obédience idéologique, tant à bâbord qu'à tribord, eurent à souffrir en ce temps-là de ce qu'il faut bien appeler l'arbitraire ministériel, voire gouvernemental.

Les Carnets de Dreyfus ne sont pas seuls « en piste » : la maison d'édition Stock vient de rééditer l'émouvante Lettre à la jeunesse d'Emile Zola dans laquelle le grand écrivain mêle indissolublement la passion de gauche pour la justice à l'amour de la France, deux entités qui malheureusement divorceront mainte fois trente années plus tard. A quoi s'ajoute chez le même éditeur un compte-rendu complet du procès Zola qui « documente » très utilement l'Affaire Dreyfus. Signalons également le curieux journal de l'an 1898, une année très dreyfusarde elle aussi, dû à un diplomate italien, Paulucci di Calboli. Ce péninsulaire s'était passionné pour Dreyfus et plus généralement pour la vie parisienne contemporaine. Par moments, sa prose n'est pas indigne de celle de l'excellent Journal de Goncourt, quasiment daté de la même époque.

L'année 1998, tout à fait « connotée », évoque ainsi une double commémoration : soit le quatre centième anniversaire de l'édit de Nantes, réconciliation momentanée des Français entre eux ; et le centième anniversaire d'une année cruciale de l'Affaire, elle-même signe de division à l'époque, devenue aujourd'hui gage d'unité nationale. La France dénombrait cette année-là, en son subconscient, des dizaines de millions « d'antidreyfusistes » ; elle compte aujourd'hui plus de cinquante millions de dreyfusards. On n'arrête pas le progrès.